

Convention collective départementale

IDCC : 828. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES CONNEXES
ET SIMILAIRES
(MANCHE)
(9 janvier 1976)**

(Etendue par arrêté du 27 octobre 1976,
Journal officiel du 26 novembre 1976)

**AVENANT « SALAIRES » N° 27 DU 10 DÉCEMBRE 2004
APPLICABLE À PARTIR DU 1^{ER} JANVIER 2005**

NOR : *ASET0550373M*
IDCC : 828

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie de la Manche,

D'une part, et

L'union départementale CGT-FO ;

L'union départementale CFTC,

D'autre part,

il a été arrêté et convenu ce qui suit, à l'issue de la négociation annuelle prévue par l'article L. 132-12 du code du travail, ouverte le 5 novembre 2004, et en conformité avec les dispositions de l'accord national intervenu le 17 janvier 1991 :

Article 1^{er}

L'annexe III « Rémunérations minimales hiérarchiques. – Taux effectifs garantis annuels » à la convention collective susvisée résultant de l'accord n° 26 du 12 novembre 2003 est modifiée ainsi qu'il suit :

– l'article 1^{er} demeure inchangé ;

- les articles 2, 3 et 4 de cette annexe sont annulés en leur entier et remplacés par les dispositions suivantes :

Article 2

Taux effectifs garantis annuels à partir de l'année civile 2005

2.1. Indépendamment du barème des rémunérations minimales hiérarchiques découlant de l'article 1^{er}, un barème de taux effectifs garantis annuels est fixé à partir du 1^{er} janvier 2005 dans les conditions prévues par l'accord national du 17 janvier 1991.

2.2. Ce barème détermine, pour chaque coefficient de la classification selon la filière, la rémunération annuelle en-dessous de laquelle un salarié ne peut être rémunéré.

Article 3

Modalités d'application du barème des taux effectif garantis annuels

3.1. Le barème ci-après fixant les garanties annuelles de rémunération effective pour la durée légale du travail, leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif et, en conséquence, supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

3.2. Pour l'application des garanties de salaires effectifs annuels ainsi adaptées, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie et supportant des cotisations en vertu de la législation sur la sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- prime d'ancienneté prévue par la présente convention collective ;
- majorations pour travaux pénibles, dangereux et insalubres, découlant à ce titre des dispositions de la présente convention collective ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

En application de ce principe, seront exclues de l'assiette de vérification :

- les participations découlant de la législation sur l'intéressement et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations sociales en vertu de la législation de sécurité sociale.

3.3. De même, le montant de la garantie visée ci-dessus sera adapté *pro rata temporis* en cas de survenance :

- d'embauche en cours d'année ;
- d'un changement de coefficient en cours d'année ;
- d'un départ de l'entreprise en cours d'année ;
- d'une suspension du contrat de travail.

3.4. Le barème des taux effectifs garantis annuels subit les abattements prévus pour les rémunérations par les dispositions législatives et conventionnelles, notamment pour les salariés âgés de moins de 18 ans ainsi que les salariés d'aptitude physique réduite.

3.5. S'agissant de taux annuels minima, la vérification interviendra, pour chaque salarié, en fin d'année et au plus tard le 31 janvier de l'année suivante ou, en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la fin du contrat de travail.

3.6. S'il apparaît que la totalité des éléments de la rémunération à prendre en considération est inférieure au montant du taux effectif garanti annuel applicable, le salarié considéré recevra un complément de rémunération égal à la différence entre les sommes perçues et le montant de la garantie dont il doit bénéficier en vertu du présent texte.

Article 4

Barème des taux effectifs garantis annuels à partir de l'année 2005

4.1. A partir du 1^{er} janvier 2005 et pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, le barème (base 151 h 67 par mois) des taux effectifs garantis applicable s'établit comme suit en euros, pour les filières ouvriers, administratifs et techniciens :

NIVEAU	COEFFICIENT	TEG
1	140	13 868
2	145	13 960
3	155	13 986
4	170	14 017
5	180	14 187
6	190	14 336
7	215	15 115
8	225	15 178
9	240	15 925
10	255	16 739
11	270	17 667
12	285	18 717
13	305	20 024
14	335	22 235
15	365	24 144
16	395	25 726

4.1. A partir du 1^{er} janvier 2005 et pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, le barème (base 151 h 67 par mois) des taux

effectifs garantis applicable s'établit comme suit en euros, pour la filière agents de maîtrise d'atelier :

NIVEAU	COEFFICIENT	TEG
7	215	15 548
9	240	16 582
10	255	17 270
12	285	19 455
13	305	20 912
14	335	22 888
15	365	24 449
16	395	25 726

Article 2

Le présent accord, établi conformément aux dispositions de l'article L. 132-2 du code du travail, a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et pour dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail.

Les organisations signataires s'engagent à demander l'extension de cet accord selon la procédure d'examen accéléré prévue par l'article L. 133-10 du code du travail.

Fait à Cherbourg, le 10 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)